



REVUE DE PRESSE

Lundi 14 octobre 2019



Budget, PMA et deuxième round pour Balkany

■ Aujourd'hui

Budget 2020. Largement consacré aux revendications exprimées lors de la crise des «gilets jaunes», le troisième budget du quinquennat arrive devant l'Assemblée. Le gouvernement prévoit plus de 9 milliards d'euros de réduction d'impôts pour les Français. En parallèle, la suppression de la taxe d'habitation va se poursuivre.

Antipesticides contre État. Le maire de Langouët (Ille-et-Vilaine) Daniel Cueff, devenu le symbole de la lutte contre les pesticides, comparait à nouveau aujourd'hui devant la justice administrative pour défendre son arrêté interdisant leur épandage à moins de 150 mètres des habitations.

■ Demain

PMA pour toutes. L'Assemblée nationale se prononce par un vote solennel sur le projet de loi bioéthique, riche de 32 articles dont l'ouverture de la PMA



à toutes les femmes, après deux semaines et demie de discussions plutôt apaisées dans l'hémicycle sur ce sujet sensible et délicat.

■ Mercredi

Amitié franco-allemande. Après un dîner dimanche soir à l'Élysée, Emmanuel Macron et Angela Merkel se retrouvent à Toulouse pour un Conseil des ministres franco-allemand portant sur les questions climatiques, industrielles, de défense et de sécurité.

Bébé caché. Verdict pour la mère de la petite Séréna, qu'elle a confinée deux ans dans un coffre de voiture ou une petite pièce, cachée de tous. Rosa da Cruz avait été condamnée en première instance à deux ans de prison ferme à Limoges, mais le parquet avait fait appel.

■ Jeudi

Brexit. Emmanuel Macron et les autres dirigeants de l'Union européenne se réunissent à Bruxelles pour un sommet qui pourrait être l'ultime chance de trouver un accord avec le Royaume-Uni en vue de sa sortie de l'UE prévue le 31 octobre.

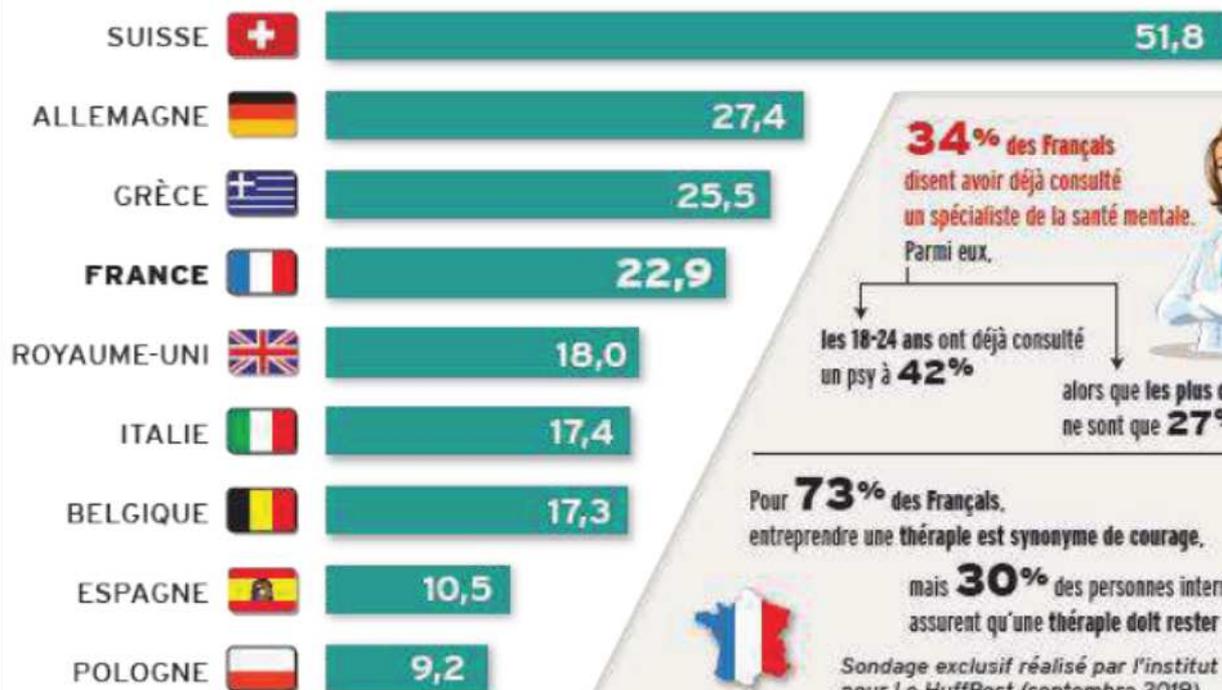
■ Vendredi

Balkany acte II. Dans ce volet, le plus lourd du procès des édiles de Levallois-Perret, le Parquet national financier a requis sept ans de prison avec mandat de dépôt, dix ans d'inéligibilité et la confiscation de tous ses biens contre Patrick Balkany (capture d'écran).

L'infographie

Les pays européens qui comptent le plus de psychiatres

Nombre de psychiatres pour 100.000 habitants dans une sélection de pays



Jean-François Gibert, gérant du Carrefour City

La caisse est devenue un défouloir

Originaire d'Occitanie où il a été directeur de plusieurs magasins pendant 24 ans Jean-François Gibert a déménagé en 2017 à Châteauneuf pour y diriger l'Intermarché devenu Carrefour. Désormais à la tête du Carrefour City à Angoulême depuis cet été, il se dit quelque peu déconcerté, malgré sa longue expérience, du niveau d'incivilité de certains clients dans son magasin, ouvert de 7h à 22h.

Qu'est-ce qui vous a le plus surpris en terme d'incivilités depuis que vous êtes dans vos nouvelles fonctions?
L'alcoolisme. Même si 95 % de ma clientèle ne pose aucun problème, je reste étonné par le nombre de personnes ivres qui viennent dans le magasin. Pas plus tard que mardi, la police a été

appelée car un client ivre et turbulent refusait de sortir. La semaine d'avant, c'était pour une histoire de vol, ce qui est récurrent. Jusqu'à une canette de bière sur quatre est volée dans le magasin.

Vous arrive-t-il souvent de contacter la police?
Une fois par semaine en moyenne. Ça peut être calme pendant deux semaines et s'agiter d'un coup. Il y a 15 jours, il y a eu des problèmes quasiment tous les soirs. Pour la première fois de ma vie, j'ai eu l'appréhension d'aller au travail.

En plus des vols et de l'ivresse, quelles dérives avez-vous relevées?
La caisse est devenue un défouloir pour certains. Ils jettent les articles, se plaignent lorsqu'ils estiment avoir trop

attendu. Je demande à mon personnel d'être souriant mais ce n'est pas toujours facile face à quelqu'un qui ne dit ni bonjour ni au revoir ou est au téléphone ou écoute de la musique. Certains ne voient même pas la différence entre un vendeur et une caisse automatique.

À quel moment de la journée craignez-vous le plus les problèmes?
Plutôt le soir. Une ou deux fois par soir, je sens que l'ambiance est pesante et que quelque chose peut se passer. À partir du jeudi jusqu'au dimanche, les gens viennent dès l'ouverture afin d'acheter de l'alcool pour l'after. Or, je ne peux pas en vendre avant 18h, ce qui peut créer de la frustration chez des clients.

Le U express, situé à une dizaine de

Jean-François Gibert dans les rayons du Carrefour City à Angoulême, dont il est le gérant.

Photo CL



mètres de votre magasin, a employé un vigile. Envisagez-vous cette possibilité?
Non, je ne veux pas être puni deux fois. Je suis déjà très taxé et imposé, je ne vais pas en plus payer pour pouvoir exercer mon travail. De toute façon, je n'ai pas les moyens de cette embauche qui représente environ 30.000 euros par an.

Incivilités: le blues des épiceries

- Clients ivres, insultes, vols, les personnels d'épiceries de proximité sont sous tension
- Malgré la réticence de la profession à se prononcer sur le sujet, certains ont accepté de témoigner.



Selon Maryne Mond, responsable de magasin au Carrefour City à Angoulême, les Incivilités ont principalement lieu lors du passage en caisse.

Photo Julie Desbois

Mathieu ESCOULA
m.escoula@charentelibre.fr

«**T**out le monde sait comment ça se passe ici, c'est pas la peine d'en parler!», s'agace le responsable d'une épicerie du plateau d'Angoulême. Les incivilités dans son magasin, elles sont quotidiennes, mais ils préfèrent les taire. Et il n'est pas le seul: sur la dizaine d'épiceries de proximité approchées, seule une poignée a accepté de se prononcer sur le sujet.

En coulisse, l'une d'elles, située non loin du centre-ville, a opté pour les grands moyens en dressant une liste d'une vingtaine de personnes interdites d'entrée pour des comportements inciviles. Et l'a illustrée de photos effectuées grâce aux captures d'écran des vidéos de caméra sur-

veillance. Maryne Mond, responsable de magasin au Carrefour City d'Angoulême, n'a pas été jusque-là. Impolitesse, insultes, vols, la femme de 23 ans - dont c'est la première expérience dans la vente alimentaire - n'est pourtant pas épargnée. Et les exemples ne manquent pas. Le dernier marquant était lorsqu'elle était en caisse, là où les incivilités sont les plus courantes selon elle.

«On est vraiment pris pour des robots»

«J'ai demandé à un client s'il voulait son ticket de caisse, il m'a répondu "Vous êtes vraiment trop conne, vous avez d'autres questions comme ça?", il était tellement énervé que j'ai cru qu'il allait me frapper», témoigne la jeune responsable, ajoutant devoir régulièrement remplacer cer-

taines de ses collègues qui «sortent en pleurs». Elle confie éviter de rester plus de deux heures en caisse car «au-delà je sature, on est vraiment pris pour des robots.»

»

«Une cliente saoule [...] s'est mise à sauter sur ma caisse avant de renverser mon écran.»

Si Food Market, à l'angle de la rue Jean de Verrazano et de la route de Vibrac à Basseau fait exception en ne vendant pas d'alcool - «pour s'éviter les problèmes» se-

lon le gérant -, les épiceries de proximité, de par leur large amplitude horaire et leur emplacement urbain, sont privilégiées pour ce type d'achat. De quoi entretenir l'ivresse de certains clients, bien souvent à l'origine des incivilités.

«Je suis épicière, pas prostituée!»

«Une habituée du magasin, saoule à qui je refusais de donner un deuxième sac plastique en caisse s'est mise en furie avant de sauter sur ma caisse et renverser mon écran», relate une ex-caissière d'U express à Angoulême, qui préfère rester anonyme. Plus grave, Mustafa Kolankaya, vendeur dans l'épicerie nocturne Asya Alimentation rue de Saintes à Angoulême, a été braqué avec un couteau contre deux bouteilles de whisky il y a deux ans.

L'épicerie sociale de Basseau n'est pas épargnée

«Je suis obligé de faire le gendarme», lance Patricia Robin, responsable de l'épicerie sociale dans le quartier de Basseau à Angoulême. Son magasin solidaire, approvisionné par la Banque alimentaire, n'échappe aux incivilités des usagers. Entre les impolis, les insatisfaits par le manque de choix dans les rayons et ceux qui se plaignent des quotas imposés, Patricia Robin évalue à 70 %, le pourcentage de clients manquant de civisme. Depuis peu, elle a été contrainte de condamner les toilettes où certains allaient manger fruits et gâteaux qu'ils jetaient ensuite dans la cuvette des toilettes. Si Evelyne Coussinié, bénévole, note que depuis deux ans, les clients sont moins agressifs, elle regrette le manque de surveillance des enfants. «Ils en profitent pour manger ou jouer avec ce qui se trouve sur le bas de l'étalage, relate-t-elle. Une fois, ils ont même appuyé sur l'alarme incendie!»

Autre exemple, celui d'Angélique Pailleres, gérante du Coop à Saint-Michel.

«Un homme ivre à la braguette ouverte qui venait acheter une bouteille m'a demandé de le soulager, je lui ai répondu "Je suis épicière, pas prostituée!"» Car les propositions sexuelles représentent une importante part des incivilités réservées aux femmes. «J'en ai pratiquement tous les jours», confirme une vendeuse de l'épicerie Asya Alimentation. Une tendance à laquelle n'échappe pas Maryne Mond de Carrefour City: «Il y a un mois en caisse, j'ai dit à un homme âgé d'environ 65 ans de rentrer sa carte, il m'a répondu "Ce n'est pas ça que j'ai envie de vous rentrer", souffle-t-elle ajoutant parfois se faire siffler au sein même des rayons. «Dans mon propre magasin!, fulmine-t-elle. Je ne m'y ferai jamais...»

Le dispositif infirmières de nuit satisfait les Ehpad

Depuis août, quatre Ehpad charentais bénéficient de deux postes mutualisés d'infirmières de nuit. Le dispositif devrait se généraliser.

Amélie BORGNE
a.borgne@charentelibre.fr

Cela fait deux mois que le dispositif infirmières de nuit a été mis en place dans les Ehpad Les Écureuils, La Source (L'Isle-d'Espagnac), Les Carreaux (Ruelle-sur-Touvre) et Les Jardins de la Garenne (Angoulême), et il porte déjà ses fruits. Vendredi, il a été inauguré en présence du député Thomas Mesnier et de la directrice de la délégation départementale de l'ARS, Atika Rida-Chafi, qui avait lancé l'appel à candidatures en 2018.

329 appels en deux mois

Une première en Charente. L'occasion pour Hervé Kerhascoet, directeur de l'Ehpad des Écureuils, porteur du projet, de donner quelques résultats. Deux postes d'infirmières de nuit ont été créés pour assurer tour à tour des permanences entre l'Ehpad des Écureuils et les trois autres résidences en partenariat avec la Mutualité française Charente, pour 359 résidents au total.

L'infirmière est basée chaque soir dans un des établissements, et intervient dans les trois autres à la demande des équipes d'aides-soignantes.

Ce qui permet à la fois de soulager le travail de ces dernières, d'assu-



Hervé Kerhascoet, directeur de l'Ehpad des Écureuils, à l'Isle-d'Espagnac, a inauguré ce dispositif vendredi soir.

Photo Renaud Joubert

rer la continuité des soins entre les infirmières de jour et de nuit, d'éviter des hospitalisations inutiles et donc, de désengorger les urgences. «Ce dispositif très novateur a été extrêmement bien accueilli par les résidents, leurs familles et les salariés des établissements», affirme Hervé Kerhascoet. Depuis le mois d'août, ces infirmières ont reçu 329 appels de la part des équipes de nuit, qui ont entraîné 268 interventions directes, 138 diagnostics et 40 interventions à la suite de chutes.»

De dispositif a permis de diminuer de moitié les hospitalisations de nuit.

Atika Rida-Chafi «n'exclut pas que d'autres projets porteurs de ce dispositif se développent dans le département. Pour les Ehpad de Cognac, un autre système a d'ailleurs été mis en place, avec une infirmière de nuit en poste au service d'urgences.»

En mai 2018, la ministre de la Santé Agnès Buzyn avait annoncé la généralisation de ce dispositif dans toute la France, avec une enveloppe de 26 millions d'euros.

■ Les clubs de canoë-kayak de Cognac, Jarnac et Châteauneuf ont enregistré pas loin de 20 000 locations cette saison ■ L'agglomération espère encore faire mieux.

Record d'affluence sur le fleuve Charente

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Le chiffre est parlant. À Cognac, le club de canoë-kayak a accueilli, cette saison 9 700 personnes. C'est presque deux fois plus qu'en 2018. Un record pour l'association qui, en plus de gérer les embarcations depuis la place du Solençon, s'occupait, cet été, des bateaux de la base plein air. «Mais même sans ça, on est en augmen-

”
Cette nouvelle flotte, toute neuve, pleine de couleurs, ça attire l'œil depuis le pont de Saint-Jacques et ça attire le monde.



Les élus de Grand Cognac et les présidents des clubs de canoë-kayak se réjouissent de la fréquentation, cette saison, sur le fleuve Charente, entre Châteauneuf et Mersins.

Photo J. P.

tation», se réjouit Arnaud Guimier, le président, pas loin d'atteindre en une année l'objectif fixé pour 2022. A savoir 10 000 touristes par an.

Une ambition accompagnée par Grand Cognac. Cette année, l'agglomération a décidé d'apporter une aide de 60 000 euros aux clubs du ter-

ritoire: 40 000 pour Cognac; 20 000 pour Jarnac; Châteauneuf-Vibrac ayant déjà profité de la revalorisation du Bain-des-Dames, il y a trois ans. Cela a entraîné un bond de la fréquentation. Avec les nouveaux aména-

gements, «on est passé de 2 000 à 5 500 locations», observe Gérard Quesada, le président du club, qui a toutefois enregistré une légère baisse, cet été, «en raison de la météo». Le club a comptabilisé 4 800 visiteurs; celui de Jarnac 5 300. Au total, ce sont pas loin de 20 000 visiteurs qui ont parcouru le fleuve entre Saint-Simeux et Mersins. Du jamais vu.

«Un cercle vertueux»

«Que ça ait répondu et qu'il y ait une croissance, cela nous satisfait», indique Jérôme Sourisseau, le président de l'agglomération. «Tout le monde est dans une dynamique positive», ajoute Pierre Berton, son vice-président en charge du fleuve. L'an dernier, on a fait le point avec les clubs et le conseiller technique régional sur les besoins en matériel de chacun pour développer leur activité. Cognac a ainsi bénéficié de maté-

riel neuf pour étoffer son offre: la flotte de canoës est passée de 20 à 60. Une dizaine de kayaks et autant de paddles ont également été proposés à la location. Et, comme à Jarnac, un paddle géant a été acquis, profitant aux groupes et aux familles nombreuses.

«Cette nouvelle flotte, toute neuve, pleine de couleurs, ça attire l'œil depuis le pont de Saint-Jacques et ça attire le monde», note Arnaud Guimier, qui souhaite, pour les années à venir, investir dans un meilleur fléchage et des pontons. L'idée étant toujours de développer l'activité pour assurer la pérennité d'un poste de permanent, essentiel pour améliorer aussi les résultats sportifs et accueillir des scolaires au printemps et à l'automne.

«Un cercle vertueux», juge Pierre Berton, «très optimiste» pour l'avenir. «La flow-vélo va aussi amener du monde sur ces activités.»

Le chiffre

10 minutes de «Bronx». C'est le cadeau qu'Olivier

Marchal offrira aux festivaliers du Polar, la semaine prochaine. «Bronx», c'est le dernier film du réalisateur girondin. En plein montage, il devrait sortir prochainement. Samedi, à 20h30, à La Salamandre, les Cognacais pourront donc en avoir un petit aperçu. Suivra un échange avec le public. Olivier Marchal présentera aussi la deuxième saison des «Rivières Pourpres» réalisée par David Morley, également présent à Cognac.

En vue Kalika en première partie de Belin



L'Avant-Scène reçoit Kalika et Bertrand Belin, jeudi.

Repro CL

L'Avant-Scène reçoit, ce jeudi, Bertrand Belin. Le chanteur viendra présenter son sixième album, «Persona». Mais pour chauffer la salle, en début de soirée, le théâtre laissera sa scène à Kalika. Auteure-compositrice-interprète, originaire d'Avignon, l'artiste de 21 ans est déjà empreinte d'une certaine noirceur. Elle produit une musique très contrastée et intense dans laquelle la vulnérabilité et la violence parviennent à se côtoyer. Elle s'inspire autant d'un Manu Chao que d'une Cesaria Evora, d'un LCD Soundsystem que d'un Gainsbourg ou encore d'un Kusturica.

Ce jeudi, à 20h30. Tarifs: de 10 à 25 €.

Stade d'eau vive: «La dernière carte n'est peut-être pas abattue»

À la tête de Grand Cognac, Jérôme Sourisseau n'a pas totalement dit adieu au projet de stade d'eau vive à Jarnac. «La communauté de communes Cœur-de-Charente mène les longues études préalables. Peut-être que la dernière carte n'est pas abattue», glisse le maire de Bourg-Charente. Il avait déjà fait la même réflexion en prenant acte, fin 2018, de la décision du Centre national pour le développement du sport (CNDS), d'octroyer 500 000 € à

la CDC Cœur-de-Charente pour ce projet. La collectivité du Nord-Charente avait précédemment reçu le soutien de la Région... Mais «c'est un dossier lourd. Il y a beaucoup d'aménagements à prévoir. Est-ce qu'ils auront les moyens d'aller au bout?» s'interroge le président de l'agglomération, prêt à relancer la candidature de Jarnac si l'opportunité se présentait. «On est dans une compétition. Quand on mène un match, on aime bien le gagner.»

Ambiance cabaret à Sainte-Marthe



Photo J.P.

Ils ont pris le micro, se sont levés pour danser... Les 41 résidents de la maison de retraite COS Sainte-Marthe étaient invités à faire la fête avec leurs familles, samedi, à Cognac. Ce sont eux-mêmes qui avaient choisi le thème de l'après-midi: cabaret. Et dans ce domaine, il n'y a pas meilleure que Pacôme, la chanteuse de Nercillac.

Créée en janvier dernier, la délégation des Charentes du Secours catholique, fusion des délégations de Charente et Charente-Maritime, a organisé sa première journée de rassemblement, samedi, à l'Espace 3000 de Cognac. Elle regroupe 35 équipes, quelque 600 bénévoles et accompagne environ 25 000 personnes.



Le Secours catholique en scène

Le week-end en images



L'association Linux s'est invitée au Musée des arts du cognac, samedi après-midi, pour la fête de la science. Au menu: des reconstructions 3D à partir de photos, des expériences de réalité virtuelle, un stand Minecraft... Et une conférence sur la sécurisation des mots de passe et des données personnelles. Objectif: «Vulgariser le numérique.» Mais il faisait trop beau dehors. L'après-midi n'a pas eu le succès escompté.

La science en petit comité



Les spiritueux, version privée

Carton plein pour la première édition des «Visites privées des spiritueux», qui se sont déroulées ces vendredi et samedi, dans toute la France et notamment en Charente. De Hine à Ferrand, en passant par le château Otard, quatorze maisons de cognac ont répondu à la proposition de Spiritourisme. Et quasiment toutes les visites ont affiché complet. Chez Martell, c'était notamment l'occasion de découvrir une

partie des 5 km d'archives ainsi que le chal création, un paradis qui n'est pas ouvert lors des visites traditionnelles.

Pas facile le tir à la sarbacane lorsqu'on est essouffé. Ce ne sont pas les participants au deuxième «Tritonathlon», organisé hier, au Bois-d'Oullat de Cherves-Richemont, qui diront le contraire. L'événement était proposé par le club des Tritons du Grand Cognac, qui a dû changer de formule en raison d'un nombre d'inscrits insuffisant. Pas de classement, donc, mais l'occasion pour les sportifs du dimanche matin de goûter à la discipline sous un grand soleil. Et les enfants ont aussi eu droit à leur course.



Du souffle et des muscles

Photo J.P.

Photo J.P.

Photo J.P.

Avril, une association qui marche fort

Dans l'optique de réduire les déchets et d'agir pour l'environnement, la recyclerie Avril de Saint-Cybardeaux donne une seconde vie à tout ce qu'elle récupère.

«**C**e qui compte pour nous, c'est que les déchets ultimes se réduisent au maximum», indique Fanny Rondeau à l'ouverture de l'assemblée générale de l'association Avril qu'elle préside depuis sa création en 2015. En présentant son bilan d'activité devant une bonne trentaine d'adhérents vendredi, la présidente a martelé ce qu'elle véhicule avec foi depuis toujours: «Avril est une association qui œuvre pour la valorisation des déchets, qui doit à tout prix réduire les déchets ultimes». Tous les adhérents, bénévoles et familiaux en sont convaincus, «mais il y a encore du travail pour sensibiliser le grand public», assure Fanny Rondeau.



Fanny Rondeau (3^e à partir de la droite) entouré du bureau d'Avril.

Photo CL

subvention de 3 000 €, qui sert de boutique, mais tous en conviennent: «Les visiteurs préfèrent la grange où l'âme de l'asso est bien vivante». Le plus clair des ventes se fait à la grange, mais le bar asso permet les rencontres, les échanges, la convivialité.

25,8 tonnes traitées en 2018

En quatre années, la recyclerie a marqué son territoire et devient une plaque tournante du recyclage dans le paysage rouillacais. En 2018, Avril a traité 25,8 tonnes de matériel (objets les plus divers), dont 12 tonnes revendues à la grange ou à la boutique, 1,5 tonne donnée aux associations, écoles... 11 tonnes orientées vers les filières de recyclage. Les déchets ultimes ne représentent que 5 % du volume traité pour 1,2 tonne.

En 2018, les affaires se sont faites

en 112 ouvertures pour 7 800 visites. En 2019, «nous sommes déjà à fin septembre à 144 ouvertures pour 9 200 visites», compte la présidente. Des objectifs largement dépassés qui usent le seul salarié de l'asso, payé au Smic. «Il ne faut pas croire, on ne fait pas fortune dans ce genre d'association», indique Frank Rocchetta, histoire de faire taire les mauvaises langues. Les perspectives de collecte pour la fin 2019 laissent prévoir un tonnage de 28 tonnes, soit une augmentation de 8 % par rapport à 2018. Bien moins que les années précédentes. «Ce qui veut dire que nos capacités de travail dans ce lieu sont arrivées à leur maximum, car nous sommes limités dans l'accueil des dons, et dépendants de la météo pour les ouvertures, les visites et les ateliers», indique la présidente. Car Avril, c'est aussi les ateliers, couture, coiffure, initiation au tricot, crochet... les expos,

les visites du site, la participation à l'Été actif... Pour toutes ces raisons, l'association, cherche un local qui serait adapté à l'activité grandissante. Fanny Rondeau a annoncé aux adhérents: «La CDC du Rouillacais vient d'acquérir un local dans la zone du Lantillon à Rouillac pour nous le mettre à la location.» Seule ombre au tableau, l'association devra puiser dans ses réserves pour aménager le local, la CDC ne comptant pas faire de travaux dans l'immédiat. «Nous allons frapper à toutes les portes pour minimiser la part de l'asso et garder notre trésorerie pour le fonctionnement», souhaite Fanny Rondeau. La séance s'est terminée par l'élection du bureau. Fanny Rondeau, présidente. Jean-Claude Rondeau, vice-président. Laurent Barbier, trésorier. Nicole Taran, secrétaire.

Marie-France DUMOUT

”

Avril est une association qui œuvre pour la valorisation des déchets, qui doit à tout prix réduire les déchets ultimes.

Avant de donner les chiffres éloquentes, elle rappelle les bases de l'association. A comme artisanal, V comme valorisation, R comme récupération, I comme insolite, L comme local. Tout un symbole qu'elle anime dans des locaux mis à disposition par la mairie de Saint-Cybardeaux, devenus trop exigus, et surtout peu confortables, face au succès de l'activité. Il y a bien la location de l'Eparcier en centre-bourg pour laquelle la CDC du Rouillacais a apporté une

■ Cherves-
Richemont

Murder Party à la médiathèque

Vendredi 18 à 20 heures 30, la médiathèque de Cherves-Richemont reçoit la compagnie Paradoxales pour une Murder Party en équipes. « Qui a tué le professeur Vénazure ? ». Une enquête de passion. Le professeur Vénazure qui est un éminent chercheur en archéologie, spécialisé dans l'âge du fer et la civilisation celtique, a été retrouvé assassiné dans un chemin de terre à proximité de la propriété de Madame Evigne. L'inspecteur Loïc Berlon va avoir besoin d'aide pour démasquer le coupable... Par équipes, jusqu'à 10 personnes à partir de 10 ans. Prix: 6 € par personne. Sur inscription (places limitées) au 05 45 83 70 40.

Démissionner et toucher le chômage bientôt possible ?

Promesse de campagne d'Emmanuel Macron, l'ouverture de l'assurance-chômage aux démissionnaires ayant un projet professionnel entrera enfin en vigueur au 1^{er} novembre, mais elle ne sera effective qu'en 2020 et encadrée, pour éviter une vague de départs non préparés. Si la mesure a été votée en septembre 2018 dans la loi « sur la liberté de choisir son avenir professionnel », son application a été différée à la réforme de l'assurance-chômage adoptée cet été par décret. Corrélaté à un projet de formation ou de création/reprise d'entreprise, ce « nouveau droit » permettra, selon le gouverne-

ment, de « favoriser la mobilité professionnelle » en « garantissant un revenu de remplacement » pendant la période de reconversion, qui dure en moyenne 15 mois. Sur le papier, c'est une rupture avec la philosophie de l'assurance-chômage qui vise à l'indemnisation « d'une privation involontaire d'emploi » (licenciement, fin de CDD...). Certes, ce principe a déjà été écorné depuis 2008 par la montée en puissance des « ruptures conventionnelles » (plus de 20% des dépenses d'indemnisation en 2018), mais celles-ci nécessitent l'accord de l'employeur. Si des cas



de « démissions légitimes » (conjoint muté, etc) sont indemnisés, ils sont restreints (70.000 en 2016 sur 210.000 démissionnaires s'inscrivant à Pôle emploi). L'ambition initiale du candidat Macron d'une « assurance-chômage universelle » a cependant

été revue à la baisse. Et l'ouverture de l'assurance-chômage aux démissionnaires a été strictement encadrée. D'abord le salarié devra avoir cinq ans d'ancienneté. Avant de poser sa démission, il devra demander un conseil en évolution professionnelle (CEP) auprès d'un opérateur agréé et ensuite adresser à une commission paritaire (syndicats/patronat) de sa région une demande d'attestation « du caractère réel et sérieux » de son projet. Celle-ci examinera notamment « la pertinence de la formation identifiée » et ses perspectives

d'emploi ou, pour une entreprise, les « besoins de financement » et les « moyens techniques et humains » envisagés. Une fois l'attestation obtenue, le salarié aura six mois pour déposer une demande d'allocation à Pôle emploi, qui sera chargé de contrôler la mise en œuvre réelle du projet. Pour Jean-Philippe Cépède, directeur juridique de Centre Inffo, la mesure a été conçue comme « une roue de secours » pour les salariés. « La mise en place va prendre un peu de temps », juge l'Unedic, qui table sur 17 à 30.000 bénéficiaires par an, pour un coût de 300 millions d'euros pour l'assurance-chômage.

Cet après-midi



Des averses et des orages.

La matinée est peu nuageuse. Quelques averses se produisent à partir de la mi-journée. Plus fortes l'après-midi, s'accompagnant d'orages parfois forts, et même localement de grêle. Vent de Sud à Sud-Ouest assez fort. Rafales à 85 km/h.

Day	Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
Mardi	13° 18°	12° 18°	11° 17°	10° 17°
Mercredi	13° 19°	12° 19°	10° 18°	10° 18°
Jeudi	14° 20°	13° 20°	12° 20°	13° 18°
Vendredi	14° 18°	13° 19°	12° 18°	12° 17°
Samedi	12° 17°	11° 17°	10° 17°	10° 16°
Dimanche	10° 16°	9° 16°	8° 16°	8° 15°
HIER	/ Mini / 16h			
Angoulême	19°	28°		
Cognac	18°	28°		

ENVIRONNEMENT

Président de Bayer pour la France et chargé de l'intégration de Monsanto, Benoît Rabilloud défend la stratégie du groupe et son désherbant emblématique, le glyphosate

Recueil par Pascal Rabiller
prabiller@sudouest.fr

Géant mondial de la pharmacochimie et de l'agrochimie, le groupe allemand Bayer est très discret dans les médias. Surtout depuis l'acquisition, moyennant 56 milliards de dollars, de l'Américain Monsanto, qui cristallise la défiance mondiale vis-à-vis des pesticides, notamment son herbicide vedette, le glyphosate. Alors que le débat sur les pesticides et leur réduction (lire par ailleurs) n'a jamais été aussi vif, le président de Bayer France a accepté de nous répondre.



Benoît Rabilloud. PHOTO G. TORDIMAN

« Sud Ouest » Avant l'acquisition de Monsanto, Bayer était déjà un géant de la pharmacochimie en bonne santé, pourquoi avoir finalisé cette acquisition source de problèmes ?

Benoît Rabilloud Bayer se portait très bien mais nous sommes là depuis 150 ans et nous avons la volonté d'être là dans 150 ans. Notre groupe veut relever durablement deux défis, la santé et l'alimentation. L'activité de Bayer CropScience, c'est précisément de protéger les plantations, lutter contre les insectes (sic), les mauvaises herbes. Ça, c'est la raison d'être du groupe. C'est ce qui explique la stratégie du Groupe Bayer et le rachat de Monsanto. Nous avons la nécessité de transformer le modèle agricole. Les agriculteurs ont des besoins très forts, ils doivent préserver leurs cultures, leurs revenus, leurs marges et se protéger aussi. Et dans le même

temps, il y a une attente sociétale très forte du consommateur qui veut avoir plus de visibilité sur ce qu'il mange, comment c'est produit. Le changement est fondamental : nous sommes en train de passer d'une production agricole pour se nourrir à une production permettant de se sentir mieux. Pour réussir cette transformation, nous avons besoin de Monsanto.

« Besoin » ? C'est-à-dire ?

Notre enjeu, c'est d'apporter des solutions aux agriculteurs tout en répondant aux attentes de la société. Il nous faut encore des produits phytosanitaires, mais de moins en moins... Il nous faut aussi des semences, des produits naturels, des bio-contrôles sans composante chimique... et du numérique. Le digital permet d'avoir des approches hyperciblées, d'apporter le bon produit, à la bonne dose, au bon moment. Monsanto permet tout cela. Il est d'abord un semencier, mais aussi un acteur majeur du numérique depuis le rachat de Climat Cor-



poration. Ce qui nous intéressait dans Monsanto, c'était la semence et le numérique.

La stratégie a échappé à vos actionnaires car la valeur de Bayer plonge...

La baisse du cours de l'action Bayer a été amplifiée par rapport à un secteur qui est en recul depuis des années. La principale raison est liée à l'incertitude des procès aux États-Unis. Or les marchés financiers n'aiment pas l'incertitude. La médiatisation et l'ampleur des montants fous, initialement demandés par des juges, a créé beaucoup de doutes... Pourtant, ces montants ont été considérablement revus à la baisse et personne n'en a parlé. Mais je reste confiant, je pense que nous réussirons à renouer avec la confiance lorsque les interrogations liées aux procès seront levées.

En France, vous ne pouvez exclure des procès après celui du Charentais Paul François...

On ne peut pas l'exclure, mais la défense de la science reste notre priorité absolue. Nous vendons des produits sur le marché le plus réglementé au monde. Or, les autorités de régulation considèrent nos produits sûrs lorsqu'ils sont bien utilisés. Pour autant, nous écoutons la société et sommes prêts à agir. Nous voulons être une part de la solution face à cette défiance en adoptant

une démarche d'ouverture et de dialogue avec tous. Nous allons investir 5 milliards d'euros dans la recherche d'alternatives aux produits phytosanitaires existants. Il ne faut pas non plus perdre de vue que les procès français s'attaquent plus aux autorités de contrôle qu'à Monsanto. C'est dangereux car il y a aujourd'hui une défiance envers ces autorités qui sont les plus rigoureuses du monde.

Pourquoi ne pas vous retirer de l'activité glyphosate ?

Pour une raison simple : nous sommes aussi un spécialiste des médicaments. La société comprendrait-elle que nous retirions un médicament qui fait ses preuves en raison de possibles contre-indications, de risques potentiels, d'une mauvaise utilisation ? Plutôt que de le retirer brutalement, nous préférons travailler sur des solutions alternatives.

Revenons sur le « fichier Monsanto », classant des personnalités en fonction de leur soutien ou leur opposition à la ré-homologation du glyphosate...

Ce ne sont pas les méthodes de Bayer. Nous avons immédiatement mandaté un cabinet indépendant pour mener une enquête. Ce dernier a conclu qu'il n'y avait rien d'illicite. Une procédure est en cours. Ces méthodes ne doivent pas exis-

LE CHIFFRE

1,3 C'est, en milliard d'euros, le chiffre d'affaires de Bayer en France, sixième marché mondial pour le groupe. Le groupe emploie 3 500 personnes en France, sur une vingtaine de sites, dont celui de Peyrehorade (Landes), l'un des centres de recherche de semences hérités de Monsanto.

Mauvaise réputation

BILLET

JEAN-DENIS RENARD

Si les marchés financiers carbureraient à la seule rationalité, on le saurait. Aussi le cours de l'action Bayer n'est-il pas l'unique indicateur pour qui soupèse la pertinence du rachat de Monsanto, en juin 2018. Qui, hormis une poignée d'observateurs très avertis, est capable d'évaluer la justesse de cette stratégie de long terme ? Le groupe pharmaceutique allemand s'est livré à une analyse bénéfices-risques et il a fait son choix. Dans cet univers peu porté sur les sentiments, la candeur qu'il oppose aux critiques

surprend. Quand on épouse le diable, on doit s'attendre à traîner sa mauvaise réputation. Or Monsanto - « Monsatan » comme on l'a surnommé - était le candidat idoine pour le rôle. Ses méthodes étaient de notoriété publique. Dès le printemps 2017, des centaines de documents internes ont été rendus publics par la justice fédérale américaine. Ces « Monsanto papers » disent tout des doutes que la firme entretenait par rapport à l'innocuité de son produit phare, le glyphosate, et de la défense hyper agressive qu'elle a mise en place. Le « gentil » Bayer tombe des nues sur les écarts de conduite du « méchant » Monsanto, vraiment ?

ter. Je suis un Bayer, les méthodes de Monsanto, avérées ou non, je ne souhaite pas les commenter.

Concernant la ré-homologation européenne du glyphosate, prévue courant 2022, avez-vous pris des engagements ?

Nous aurons, vis-à-vis des ONG, de la société civile, un engagement de transparence totale pour rationaliser le débat, rester sur des bases scientifiques. Le sujet est important, même s'il a un impact économique très relatif pour nous - le glyphosate ne représente que 2 % du CA de Bayer en France. Il faut trouver des solutions qui rassurent les agriculteurs et répondent à une attente sociétale. On veut tous la même chose. La question, c'est comment on fait et dans quel timing ?



Des militants d'Attac manifestant devant le siège français de Bayer, en mars dernier. PHOTO AFP

REPÈRES MONSANTO

Entreprise américaine créée en 1901, spécialisée en agrochimie.

MONSANTO

Produits et innovations

- 1901-1945
 - Edulcorants artificiels, caféine, vanilline.
 - Aspirine.
 - Acide sulfurique.
 - PCB.
 - Participe au programme de développement de l'arme nucléaire (projet Manhattan).
- 1946-1960
 - Détergent, lessive.
 - Polyuréthanes.
 - Insecticide DDT.
- 1946-1980
 - Acide acétique.
 - Agent orange (herbicide utilisé au Vietnam par l'armée américaine).
 - Glyphosate (herbicide vendu sous la marque RoundUp).
 - Diodes électroluminescentes.
- 1980-2000
 - 1^{ère} modification génétique d'une cellule végétale (1983).
 - 1^{ères} cultures d'OGM (1988).
 - Celebrex (médicament anti-inflammatoire et antalgique).
 - Semences OGM (soja, maïs...).
 - Phosphore blanc (unique fournisseur de l'armée américaine).

Les ventes de glyphosate en France, en tonnes

Année	Ventes (tonnes)
2010	7182
2011	8463
2012	9062
2013	8673
2014	9488
2015	8469
2016	8722
2017	8831

Septembre 2016
Bayer (Allemagne) achète Monsanto 66 milliards de \$.

Jun 2018
Fin de l'utilisation de la marque «Monsanto» par Bayer.

BAYER

VIACU

Faire sans glyphosate : on avance

La fin du glyphosate ? C'est pas pour demain, mais pas loin. Alors que les arrêtés anti-pesticides se multiplient dans le pays, à mesure que les citoyens s'inquiètent de leur impact sur la santé, le gouvernement est en train de baliser son plan de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires (moins 25 % d'ici 2020 et 50 % en 2025) et le plan de sortie du fameux désherbant vedette de Monsanto. L'usage du glyphosate doit cesser en 2020 quand des alternatives existent, et d'ici fin 2022 pour l'ensemble des usages. Pourtant, seul un accord européen y mettra fin : le nouveau débat sur son homologation n'aura lieu qu'en 2022 (lire ci-contre). En attendant, les alternatives se développent.



Vitirover, start-up saint-émilionnaise, développe des robots tondeurs pour remplacer les désherbants chimiques.

ARCHIVES « SUD-OUEST »

DES ROBOTS DANS LES VIGNES. Dans le ciel, des drones commencent à scruter les feuilles de vignes pour repérer le mildiou et les secteurs impactés. Au sol, des robots se dirigent directement vers les pieds malades, pour couper les feuilles et dispenser un traitement dosé en fonction des données récoltées. C'est un des développements qu'anticipent la société Chouette (drone) ou la start-up saint-émilionnaise Vitirover. Aujourd'hui, le robot jaune, autonome car solaire, participe au travail du sol. Demain, armé d'un bras articulé, il pourra intervenir directement sur les plantes.

DES BÂCHES AMOVIBLES PAR-DESSUS LES VIGNES. Les maladies de la vigne – mildiou, black-rot, excoïrose et oidium – ont des besoins de pluies à des stades très précis de leurs cycles biologiques. Or ces quatre maladies sont à l'origine de 80 % des traitements. Alors l'entreprise girondine Model a eu l'idée de protéger les pieds de vigne de la pluie pour éviter leur prolifération. Patrick Delmarre a conçu des bâches anti-pluie qui se déploient automatiquement en cas de précipitations trop fortes ou d'épisodes pluvieux trop longs. Une déclinaison de cette technologie pourrait intégrer un système de diffusion de traitements lorsque les rangs sont emballés. Une dizaine de châteaux, dont Cheval-Blanc, Margaux, Haut-Brion et Mouton, vont tenter l'expérience, dans l'objectif de réduire de 80 % à 100 % l'utilisation de pesticides.

DES MICROALGUES CONTRE LE MILDIOU. Une autre société girondine, Immunrise, propose une solution à base de microalgues. Les fondateurs, Lionel Navarro, directeur de recherche au CNRS, et Laurent De Crasto, agronome, exploitent les vertus d'une microalgue brune qui, réduite en poudre, a des propriétés fongicides sur les champignons qui attaquent la vigne, voire la culture du blé et le maraîchage. Les essais menés par l'Institut national de la recherche agronomique ont conduit à 100 % d'efficacité sur le mildiou, et à 50 % d'efficacité sur le botrytis. Le défi est maintenant d'industrialiser la production.

D'autres technologies originales pourraient bien aboutir sur des solutions concrètes dans les années qui viennent. Les **BOÎTES À MUSIQUE** de Genodics se calent sur l'ADN de certaines protéines. Un peu obscur mais apparemment efficace : les vignerons de Buzet ont adopté une vingtaine de diffuseurs d'ondes musicales et ont vu la mortalité des vignes chuter de 8 % en 2015 à 3 % depuis trois ans.

La coopérative Euralis et la société UV Boosting misent sur la stimulation des défenses des végétaux par les **ULTRAVIOLETS**. Des expositions rapides, associées à un traitement conventionnel réduit, rendent les plantes plus résistantes aux attaques de champignons. Avec pour conséquence, une diminution de 50 % des produits phytosanitaires. Sylvain Petitjean

« Nous voulons savoir à quoi nous avons été exposés »

LANDES Un couple veut obtenir des documents sur le maïs expérimental cultivé à proximité de chez eux

Laurent Guiet poursuit son combat. Cet apiculteur amateur, installé sous les pins des Landes, à Castets, a reçu, en mai dernier, la visite d'une médiatrice de Bayer-Monsanto, après avoir constaté une concomitance entre le décès en culture d'un champ de maïs expérimental à proximité directe de sa propriété. Isabelle Ladevèze, ingénieure en agriculture durable chez Bayer-Monsanto, en charge de la sécurité, de la santé et de l'environnement, est venue à sa rencontre pour jouer les médiatrices.

Flou autour des produits

« En 2015, une clôture a été installée dans le champ qui était jusqu'ici cultivé de manière traditionnelle, une rampe d'épandage a été

montée et les tracteurs utilisés étaient beaucoup plus modernes. Il s'agissait toujours de maïs, sauf qu'on s'est rendu compte qu'au centre de la parcelle, six ou huit rangs étaient ramassés à la main, par des gens équipés de masques, gants et lunettes. La récolte était mise dans des petits sacs et le tout partait dans un utilitaire. C'est à partir de ce moment que nous avons perdu nos abeilles », expliquait alors Laurent. « Une interprétation de la situation », estimait alors l'ingénieure de Bayer-Monsanto, qui s'était engagée à fournir la liste des produits utilisés.

Six mois plus tard, Laurent Guiet attend toujours. « Nous voulons savoir à quoi nous avons été exposés. » En contact avec le cabinet d'avocat de Corinne Lepage, an-



En mai dernier, Laurent Guiet a reçu la visite d'une médiatrice de Monsanto. ARCHIVE ISABELLE LOUVIER

cienne ministre de l'Environnement et députée européenne, le couple a cependant poursuivi ses démarches. Et la rencontre avec la médiatrice a tout de même produit des résultats : « Le mode de culture du champ a changé. Une bande de jachère de 30 mètres a été instaurée le long de notre clô-

ture mitoyenne. C'est toujours du maïs planté sur la parcelle, mais sans les techniciens, et il est récolté à la moissonneuse. Par contre, concernant les pesticides, on reste sur le même schéma que les années précédentes, avec le passage de plusieurs tracteurs dans la saison, ce qui nous oblige encore à quitter notre terrasse et à nous calfeutrer chez nous avec nos deux filles, lors de leur passage. »

Convoqués au commissariat

Le combat du couple se poursuit également sur le plan purement procédural. « On a interrogé le préfet qui délivre les autorisations pour les cultures expérimentales. Il nous a déboutés de notre première demande. Nous avons fait appel à la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada), nous avons eu gain de cause, donc nous avons redemandé le document, mais notre nouveau cour-

rier est resté lettre morte. Ma compagne veut porter l'affaire devant la juridiction administrative. J'ai remis un essaim d'abeilles chez moi, et elles se portent bien. Nous avons aussi reçu une convocation des renseignements généraux pour être auditionnés au commissariat de Dax, le 28 juin dernier. Mon avocat m'a conseillé de ne pas m'y rendre. Depuis, un ami a été abordé cet été, dans une manifestation, et on lui a posé des questions à mon sujet. » Pour Laurent, il s'agit bien là de la preuve qu'une enquête a été ouverte à son encontre.

Pour la préfecture des Landes, comme pour la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), fournir les documents demandés ne sera possible que lorsque les services auront reçu une notification officielle de la Cada.

Arnauld Bernard

La concertation autour du Revenu universel d'activité

La concertation sur le Revenu universel d'activité en région débute aujourd'hui, avec une première étape à Bordeaux. Une centaine de personnes doivent y participer

1 Pourquoi un Revenu universel d'activité (RUA) ?

Le RUA était une promesse d'Emmanuel Macron pour lutter contre la pauvreté. C'est pour le mettre en place qu'a notamment été nommée au gouvernement la Girondine Christelle Dubos, il y a un an. Le Revenu universel d'activité, « arme contre la pauvreté », est censé fusionner, d'ici 2022 ou 2023, plusieurs prestations sociales, dont le RSA, les aides au logement et la prime d'activité. Il a pour objectif de « simplifier » le système actuel d'aides sociales, lutter contre le non-recours aux prestations et inciter à la reprise d'activité.

2 Quelles questions trancher durant la concertation ?

En juin, le gouvernement avait lancé la première phase de cette concertation, institutionnelle. La consultation citoyenne a, elle, débuté mercredi. Un site Internet (www.consultation-rua.gouv.fr) propose jusqu'au 20 novembre de recueillir l'avis de tous, allocataires ou non. Un jury citoyen sera mis en place en 2020. Enfin, six ateliers sont prévus en province. Le premier a lieu aujourd'hui à Bordeaux. Parmi la petite centaine de participants, la moitié sera des bénéficiaires des minima sociaux, le reste sera composé de citoyens et de professionnels de l'action sociale.

La première question à trancher sera de savoir s'il faut inclure



La Girondine Christelle Dubos porte la réforme des aides sociales. PHOTO AFP

dans le RUA l'allocation de solidarité spécifique (ASS, versée aux chômeurs en fin de droits), celle versée aux adultes handicapés (AAH) ou les aides au logement (APL). La concertation devra également étudier la question du versement aux jeunes de moins de 25 ans. Ils sont actuellement non éligibles au Revenu de solidarité active (RSA).

3 Quelques oppositions commencent à poindre

Les associations de défense des personnes handicapées, s'opposent fermement à la réforme car

l'AAH est versée sans contrepartie d'activité. Par ailleurs, le Département de la Gironde rappelle qu'il avait déjà lancé, en 2018, une consultation avec treize Départements pour une expérimentation du revenu de base. La Dordogne, les Landes et le Lot-et-Garonne étaient notamment de l'aventure. La proposition de loi avait été rejetée par l'Assemblée nationale. Ces Départements réclament toujours « un droit d'expérimentation pour évaluer les effets de la réforme avant toute généralisation ».

Aude Boilley

Records de chaleur ce week-end

NOUVELLE-AQUITAINE

Le mercure est monté très haut, pour une mi-octobre, dans plusieurs villes de la région

Dans un Sud-Ouest réchauffé par un flux d'air chaud venu du Sud, des records de température sont tombés hier. Mont-de-Marsan était la ville la plus chaude de France, avec un maximum de 32,1° C. Le précédent record pour une mi-octobre dans la cité landaise remonte au 16 octobre 2017, avec 30,5° C. À noter que le mercure avait déjà dépassé les 30° C samedi après-midi.

À Bordeaux aussi, la chaleur a atteint des sommets : 30,4° C. Selon Patrick Galois, prévisionniste à Mé-

téo France, « il n'avait jamais fait aussi chaud aussi tard dans la saison depuis 1945. On trouve certes trace d'un ancien record en 1921, mais les relevés n'étaient, à l'époque, pas effectués de la même manière et ne sont donc pas comparables. » Le département du Lot-et-Garonne présente quant à lui une singulière particularité. En effet, à Agen, l'ancien record de 28,5° C a été battu trois jours de suite, entre vendredi et dimanche, pour atteindre 30,1° C.

Des orages à venir aujourd'hui

Au pied des Pyrénées, la Bigorre et le Béarn ont bien transpiré également. Il a fait 31,6° C à Tarbes (ancien record : 30,2° C le 13 octobre 2017) et 30,7° C à Pau. Pour la cité royale, il s'agit seulement d'un nouveau record pour la deuxième dé-

cade d'octobre, le record absolu ayant été porté à 31° C un... 30 octobre. « Ce sont des phénomènes typiques dans cette région, traversée par l'effet de Föhn », explique Patrick Galois. L'air chaud qui remonte d'Espagne, se heurte aux crêtes pyrénéennes et évacue tout ou partie de son eau, avant de se réchauffer de nouveau en aval du relief, en descendant vers la plaine.

Après les presque 30° C de moyenne sur le week-end, la Nouvelle-Aquitaine va subir un rafraîchissement dès aujourd'hui. C'est le nord de la Garonne (Charente, Charente-Maritime) qui sera touché en premier par les averses pluvieuses et les orages. Ceux-ci se généraliseront à l'ensemble de la région dans l'après-midi de lundi, à mesure que le vent tournera à l'ouest. **Pierre-Yves Crochet**

Des pistes pour réduire les violences conjugales

SOCIÉTÉ Des dispositifs innovants vont être lancés en Charente pour lutter contre les violences conjugales. Mais des manques subsistent

Mejdaline Mhiri
angouleme@sudouest.fr

Le lancement du Grenelle sur les violences conjugales, le 3 septembre dernier, a suscité de l'espoir pour toutes les personnes en lutte contre ce terrible phénomène. En Charente, le procureur Jean-David Cavaillé répétait qu'environ 400 plaintes pour des violences conjugales étaient déposées chaque année dans le département. Soit plus d'une victime par jour qui ose se rendre dans un commissariat, ou une gendarmerie, pour faire état des violences subies dans le cercle familial.

Stéphanie Veysièrre, vice-procureure, est référente à ce propos pour le parquet d'Angoulême. Elle dresse un état des lieux et évoque les pistes de travail en cours. « Le département de la Charente a toujours été pilote sur les violences conjugales, explique-t-elle. Entre les différents partenaires, nous avons des échanges très réguliers. Dès qu'une situation est signalée, le réseau se met vite en place. Le travail fait par l'association France victimes 16 est remarquable. D'ailleurs, sa présidente est en permanence sollicitée pour expliquer ce qui se fait en Charente. »

La Charente à la pointe

À l'image de la mise en lien d'une victime et d'une personne de France victimes 16 par visioconférence, directement depuis l'endroit où le dépôt de plainte a eu lieu. « C'est très efficace pour les comparutions immédiates, assure la vice-procureure. Avant, on perdait le contact avec les victimes qui devaient se déplacer mais n'en avaient pas toujours les moyens parce qu'elles gardaient les enfants ou n'avaient pas de véhicule. Grâce à ce système, la chaîne pénale peut se poursuivre. » La possibilité de porter



Stéphanie Veysièrre, vice-procureure, est référente sur les violences conjugales pour le parquet.

PHOTO ANNE LACAUD

Ici, le manque cruel d'un IML

« Quand Marlène Schiappa était venue à Angoulême il y a deux ans, j'avais consacré toute mon intervention pour ce problème : nous n'avons pas d'Institut médico-légal (IML) en Charente, déplore Stéphanie Veysièrre. On dépend de Poitiers. Or, c'est un médecin d'un ILM qui pourrait accueillir correctement les victimes, demander des examens complémentaires, évaluer les préjudices physiques et surtout psychologiques. Aujourd'hui, on fonctionne avec un médecin urgentiste à Girac qui s'est spécialisé sur la médecine légale pour prêter main-forte. Entre deux patients aux urgences, il s'occupe d'une victime de violences conjugales qui attend peut-être depuis des heures. Heureusement, le docteur Blancher fait très bien son travail avec des certificats médicaux précis. Mais il ne peut pas évaluer le psycho-traumatisme comme un psychologue le ferait. Cela a des conséquences sur le nombre de jours d'ITT attribués aux victimes. Et du coup sur les sanctions pénales que nous requérons par la suite. Nous aurions besoin au minimum d'une Unité médico-judiciaire (UMJ) pour bien fonctionner. »

plainte depuis l'hôpital est également en train d'être mise en place.

Avec le Grenelle, qui se terminera le 25 novembre, Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, a annoncé un budget très largement en hausse pour 2020. Une augmentation des moyens que les acteurs de la lutte contre les violences conjugales espèrent se voir traduire en Cha-

rente. Depuis 2015, le département possède un unique Téléphone grave danger (TGD). Ceux-ci permettent aux victimes, automatiquement géolocalisées, de signaler un problème à une plateforme nationale et aux forces de l'ordre.

Un nouveau dispositif testé

« Cela nous avait permis de sauver une femme au tout début de l'opération. Nous avons fait la demande de six autres téléphones

pour des cas très urgents. En tout, 23 situations pourraient le mériter. » « Nous nous sommes également portés candidat pour expérimenter les bracelets électroniques anti-rapprochements. Ce procédé n'a pas encore été testé en France. » Ce dispositif procure aux victimes un boîtier qui les géolocalise et sonne lorsque son ex-conjoint se trouve à une distance inférieure à celle décidée par la justice. Lui est géolocalisé en permanence.

Pour Stéphanie Veysièrre, c'est l'absence d'un Institut médico-légal, et ses conséquences, qui est un réel frein à une réponse plus complète (voir encadré). La vice-procureure espère que la situation se débloque et avance en parallèle sur un autre aspect des violences conjugales. « Depuis le printemps, je fais partie d'un groupe de travail régional qui planche sur une meilleure prise en charge des enfants. Ils apparaissent dans nos procédures mais sans un réel suivi derrière. La circonstance aggravante "en présence de mineurs" est apparue il y a seulement un an. Il faut que l'on avance là-dessus. »

Une journée pour partager des valeurs

SOCIAL Les acteurs de la délégation des Charentes du Secours catholique se sont retrouvés à Cognac, samedi

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les délégations de Charente et de Charente-Maritime du Secours catholique ne font plus qu'une, celle des Charentes. « C'était une question de mutualisation de nos moyens. L'idée était de pouvoir disposer de davantage d'animateurs salariés pour être plus proches des équipes. Ainsi, le regroupement nous a permis de supprimer deux emplois administratifs pour recruter deux animateurs », résume Jean Chalié, délégué de l'organisation.

Presque deux ans plus tard, le tout premier rassemblement de la délégation (salariés, bénévoles et des bénéficiaires) était organisé à Cognac. Quelque 600 personnes se sont retrouvées à l'Espace 3000, tout au long de la journée de samedi, pour un moment festif et de partage. « L'objectif est que les gens se rencontrent, se connaissent et confrontent leurs différentes pratiques sur nos différentes activités », poursuit Jean Chalié.

Dix accueils

Car le champ d'action est vaste. La délégation des Charentes, ce sont 34 équipes, 19 en Charente-Maritime



Les territoires se sont présentés un à un. PHOTO D.F.

et 15 en Charente, réparties sur neuf territoires pour mener à bien les différentes actions qui sont au nombre de 48, allant de l'apprentissage du français aux « cafés-causette », en passant notamment par l'organisation de camps de vacances pour les jeunes. « L'été dernier, 28 enfants sont partis, ainsi que sept adolescents qui ont réalisé un chantier aux Jardins de la source à Gémozac (17), où ils ont créé un pont et débroussaillé des chemins », précise Jean Chalié. À noter que la délégation enregistre chaque année environ 10 000 accueils, « cela représente approximativement 25 000 personnes. On reçoit davantage de jeunes que par le passé et 70 % des personnes sont seules ou seules avec des enfants », complète Jean Chalié.

Didier Faucard

Axelle Rogeon rebondit au bord du bassin



LE PIÉTON

NATATION L'ancienne pépite des Dauphins Cognaçais a flirté avec le haut niveau. Elle revient au club, qui profite du basculement à l'X'eau pour grandir, dans la peau d'un entraîneur

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

Elle a tutoyé les meilleures nageuses françaises sous les couleurs des Dauphins Cognaçais. Axelle Rogeon a quitté le club quand il s'ébattait dans la piscine municipale de Cognac. Elle le retrouve dans le cocon moderne du centre aquatique l'X'eau. Âgée de 20 ans depuis juin dernier, elle se plonge dans un nouveau rôle, celui d'entraîneur. Elle vient d'être recrutée comme la troisième salariée du club.

Les Dauphins Cognaçais ont bien digéré le changement de cadre. Ils ont perdu la partie « aquagym », réservée à l'X'eau, mais ils assurent en contrepartie le volet perfectionnement. « On a fini la saison à 360 adhérents, c'est égal à la moyenne des dix dernières années », note le directeur sportif, Guillaume Merle. L'école de natation a fait un bond de 30 %. « La piscine est beaucoup plus agréable. On a plus d'enfants qui viennent par le biais de la pratique scolaire. »

L'eau libératrice

À l'X'eau, les horaires sont beaucoup plus étendus. Il fallait être trois pour se partager la partie compétition, les loisirs et l'école de natation. « La place n'était pas réservée à Axelle, on a mené une procédure de recrutement normale. On voulait quelqu'un capable de s'intégrer à un projet qui était déjà sur les rails. Avec ma collègue Marjorie Joubert et la présidente Nathalie Cazenave, on y travaille depuis plus de dix ans », souligne Guillaume Merle.

Axelle Rogeon avait un atout dans sa manche : elle est formatrice en secourisme. Un créneau que les Dauphins veulent creuser, en partenariat avec le Comité départemental de sauvetage et de secourisme. Cette formation est nécessaire pour

les personnes qui veulent faire de la surveillance en piscine.

La jeune femme pourra aussi partager son expérience du très haut niveau. Fille d'un pompier professionnel, elle a commencé la natation à 5 ans « pour faire comme une cousine ». Un épanouissement. « J'aime être dans l'eau, juste entendre le bruit de l'eau, me mettre dans ma bulle en faisant mes longueurs. Cela m'apaise. Quand tu as passé une journée de "merde", tu relâches ta rage, ta tristesse. On peut se faire un peu mal et sortir vidé de ses émotions, libéré. C'est ce que j'ai toujours recherché dans la natation. Même si je ne nageais pas pour faire deuxième ! »

En 2014, elle décroche une médaille de bronze au championnat de France minimes, sur 50 mètres papillon. En 2015, elle est par deux fois vice-championne de France sur 50 et 100 mètres papillon. Elle participe à un stage de préparation pour les Jeux Olympiques de Tokyo 2020. Mais elle « lâche prise ». Manque de confiance, relations parfois tendues avec son entraîneur, Guillaume Merle, « besoin de changement ». À 17 ans, Axelle Rogeon part poursuivre ses études au lycée Camille-Guérin, à Poitiers.

« Trouver une mini-moi »

Licenciée au Stade Poitevin, elle nage deux fois par jour, mais court après son meilleur niveau. Les études prennent le dessus, la Fac de droit, pour voir, puis un brevet professionnel « Gepe » avec une spécialité « activité aquatique ». « Je m'amusais bien à Poitiers, mais je voulais me rapprocher de Cognac, mes parents, mon copain. Avec Guillaume, on est passé à autre chose. J'ai grandi, j'ai mûri. »

Axelle Rogeon a saisi l'opportunité de travailler dans son ancien club,



Axelle Rogeon a rejoint l'équipe des Dauphins cognaçais dans son nouveau cocon, l'X'eau. PHOTO PH.M.

ÉVÉNEMENTS

SPORT FÉMININ Le 22 novembre, à la Salamandre, les Dauphins Cognaçais organisent une conférence-débat autour du sport féminin, en lien avec le magazine « Les Sportives », avec sa directrice, Aurélie Bresson, et Mélissa Plaza, ancienne joueuse professionnelle de football, docteure en psychologie du sport. « L'idée est de prendre du recul, en se positionnant aussi

comme un club sportif citoyen », observe le directeur sportif, Guillaume Merle.

COMPÉTITION Le même week-end, les 23 et 24 novembre, les Dauphins lancent le premier Meeting l'X'eau Grand-Cognac, visant les deux Charentes dans un premier temps. Il y aura aussi des compétitions le 11 novembre, 16 février et 28 mars.

tout en continuant à se former. Elle dit avoir beaucoup à apprendre. « Je peux aussi apporter autre chose. Par rapport à Guillaume et Marjorie, je suis pas mal dans la discussion. Les plus grands me connaissent par rapport à mes résultats. Je sais ce que ça fait de s'entraîner dure-

ment. » L'envie de retoucher à la compétition ne l'a pas abandonnée. « J'ai fait deuxième, troisième, il me manque une couleur. J'ai toujours cette frustration qui me chatouille un peu. En tant qu'entraîneur, j'aimerais trouver une pépite, une mini-moi ! »

UN TOUR EN VILLE

Des bénévoles pour la Fête de la courge

CHÂTEAUBERNARD La Fête de la courge, organisée par Les Jardins respectueux, se déroulera les 19 et 20 octobre. Pour réussir cette 8^e édition, l'association est à la recherche de bénévoles. Les différentes équipes seront les suivantes : parking, accueil, stand JR, cuisine, crêpes, commis de cuisine Repas tout courge, disco'soupe, bar, Banque de graines, animation coin enfants, vaisselle participative, tri sélectif, toilettes sèches, animation « pesée

de la courge » et course de brouettes. Il sera bien sûr possible d'être affecté à plusieurs équipes tout au long du week-end. Les personnes intéressées peuvent envoyer un mail à : jardinsrespectueux@gmail.com.

Campagne de contrôle de l'éclairage

SÉCURITÉ La Prévention routière et la police municipale mettent en place, à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 25 octobre, une nouvelle campagne Lumière et

vision. Elle se déroulera sur le parking du collège Félix-Gaillard, avenue Victor-Hugo (face au gymnase), du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30.

Les boulistes sont de sortie

SPORT Le Club bouliste organise, dimanche 20 octobre de 8 à 17 heures, une rencontre de sport boules, au boudrome des Gabariers. Seize quadrettes seront engagées.



La courge sera fêtée le week-end prochain. ARCHIVES PH. MÉNARD

A constaté le retour des gilets jaunes sur le rond-point de La Trache, samedi. Une poignée, une trentaine au maximum. « On essaie de relancer le mouvement, ce n'est pas facile », admettait l'un d'eux. « Le problème est que tout le monde manifeste de son côté, il faudrait que les gens se regroupent », disait un autre. L'espoir étant de revoir les troupes se reformer à l'approche du premier anniversaire de la naissance du mouvement.

AGENDA

AUJOURD'HUI

Campagne Lumière et vision. De 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30, contrôle d'éclairage gratuit sur les véhicules au parking Félix-Gaillard, face au gymnase, avenue Victor-Hugo.

« **Drôles de drôles** ». De 14 h à 18 h, exposition d'une centaine de pièces évoquant l'enfance dans le Cognaçais entre 1900 et 1960, au Musée d'art et d'histoire.

Balade à pied ou à vélo. 7 km de chemin aménagé le long de la Charente, à la base plein air André-Mermet. Tél. 05 45 82 46 24. Départ de la boucle 24 de Charente vélo : un circuit découverte de 23 km (facile) et un circuit d'exploration de 41 km (difficile).

UTILE

« **Sud Ouest** » rédaction. 9, place François-1^{er}, 16 100 Cognac. Courriel : cognac@sudouest.fr. Tél. 05 45 36 62 80. Fax. 05 45 36 62 89.

« **Sud Ouest** » publicité. Tél. 05 45 36 62 85. Fax. 05 45 36 62 89.

« **Sud Ouest** » abonnements. Tél. 05 57 29 09 33. Courriel : service.client@sudouest.fr

Police municipale. Tél. 05 45 82 38 48

Encombrants. Tél. 05 45 82 34 01

Voirie. Tél. 05 45 82 43 77

Bibliothèque. 10, rue du Minage. Fermée le lundi et le dimanche. Tél. 05 45 36 19 50.

Fourrière autos. Société ADAS, 93, avenue de Barbezieux à Châteaubernard. Tél. 05 45 81 16 10.

Musée d'art et d'histoire-MAH. De 14 h à 18 h, au 48, boulevard Denfert-Rochereau. Tél. 05 45 32 07 25.

Le numérique pour tous

FÊTE DE LA SCIENCE Le monde de l'informatique était au centre de l'animation, samedi après-midi

Pour qui tout ce qui se passe derrière l'écran d'un ordinateur tient de l'incompréhensible, rendez-vous était donné samedi après-midi du côté du Maco (Musée des arts du cognac). Divers ateliers y avaient été installés, à l'initiative de l'association Logiciel libre de Grand-Cognac et de sa présidente Vanessa Quéméré.

Le moyen de se familiariser avec des termes « barbares » comme domotique, une technique électronique qui permet, notamment, de pouvoir piloter à distance divers équipements connectés. Ou « Open Source », le fait de mettre les codes d'un logiciel à disposition de la communauté...



On pouvait s'initier à la réalité virtuelle. PHOTO D.F.

Rien n'est sûr

Au fil de la balade, on se laissait facilement bluffé par les mondes de réalité virtuelle que la société niortaise VR Sensations présentait ainsi : « Des jeux, des expériences, des activités plastiques, de la méditation dans un endroit relaxant, une utilisation professionnelle... on peut tout faire avec », indiquait Guillaume Robin, le créateur de la société. Soirée d'anniversaire ou séminaire d'entreprise, la réalité virtuelle est bonne pour tout.

Force est de reconnaître qu'une fois casqué sur la tête on a plongé dans un monde, impossible de distinguer le réel du virtuel ; le cerveau ne peut analyser ce qu'il voit. Après, il faut être sûr du bon matériel avec une image nette, si

non ça peut être très désagréable », poursuivait-il. Un matériel qui évolue beaucoup et vite.

Autre arrêt intéressant, la conférence sur la sécurité des mots de passe dont on use sur le Net. À retenir « que tous les mots de passe peuvent être cassés. Des gens comme les hackers ont des machines qui peuvent calculer des millions de caractères à la seconde », expliquait Guillaume, l'animateur. Mais on peut leur compliquer la tâche. Comment ? Le plus haut niveau de sécurité connu est de créer des suites de mots, faciles à retenir mais sans connexion les uns avec les autres. Pour le reste, date de naissance, nom du chien, association de chiffres, lettres et autres signes... Il faut oublier. Rassurant non ? D.F.

Les loisirs nautiques ont la cote à l'Agglo

GRAND-COGNAC L'intercommunalité a décidé d'apporter son soutien au développement des clubs de canoë-kayak du territoire

Didier Faucard
d.faucard@sudouest.fr

François !, pas chauvin pour un sou, avait coutume d'affirmer que La Charente était « la plus belle rivière du royaume ». Les élus de l'Agglo ne sont, sans doute, pas aussi péremptoire, mais ils sont bien convaincus du potentiel touristique du fleuve et des activités nautiques qu'il peut générer.

« Il faut aussi prendre en compte la fréquentation de la Flow Vêlo (route qui va de Nontron à l'île d'Aix, NDLR). Il y a forcément des gens qui s'arrêteront pour profiter de ces activités. Cette année, 15 000 passages ont été enregistrés sur cette voie, alors qu'en moyenne, ce sont 5 000 et tous les aménagements ne sont pas terminés », renseigne Pierre Berton, le vice-président de l'Agglo en charge de la valorisation du fleuve.

60 000 €

C'est pour cela que Grand-Cognac a affiché sa volonté de donner un coup de pouce aux trois clubs de canoë-kayak du Cognacais : Cognac, Jarnac et Châteauneuf, « mais nous n'intervenons que pour la partie d'activité liée au tourisme », précise Jérôme Sourisseau, le président de Grand-Cognac. Un état des lieux a été réalisé avec ces clubs afin de déterminer quels étaient leurs besoins spécifiques et pouvoir valoriser et diversifier leurs propositions.

Un total de 60 000 € (1) a ainsi été investi cette année en matériel flottant et de sécurité, arrivé en cours de saison. « À Jarnac, par exemple, nous avons décidé de soutenir le développement du paddle », indique Pierre Berton. Du côté de Cognac, une dizaine de paddles sont également arrivés, tout comme une quarantaine de canoës. Et rien à Châteauneuf ? : « La question est différente. Depuis trois ans, nous avons investi 150 000 € dans l'aménagement du site (le Bain des Dames, NDLR) », répond Pierre Berton. Des aménagements « qui nous ont permis de plus que doubler le nombre de locations. Nous sommes passés de 2 000 à 5 500 entre 2017



Les présidents des clubs et les membres de l'Agglo se sont retrouvés autour du développement des activités nautiques. D.F.

et 2018 », admet Gérard Quesada, le président du club castelnovien.

« Un cercle vertueux »

Si l'aide est ciblée sur l'activité touristique, elle rejaillit, par ricochet, sur d'autres aspects de la vie des clubs. « C'est un cercle vertueux », résume Jérôme Sourisseau et Pierre Berton. Le « jeu de dominos » est le suivant : plus de matériel conduit à plus de locations et donc plus de revenus. Des revenus qui sont ensuite réinjectés pour financer l'achat d'autres matériels, mais aussi développer la pratique sportive et accompagner les jeunes vers le plus haut niveau possible. « Ces revenus nous ont permis d'embaucher un permanent », affirme Arnaud Guimier, président du Cognac Canoë-Club.

La dynamique est donc enclenchée autour des clubs de canoës et de kayaks. « Nous sommes complémentaires pas concurrents, la collaboration entre nos clubs, nous l'avons mise en place depuis longtemps », constatent Gérard Quesada, Arnaud Guimier et Baptiste Dubois, le président du club jarnacais.

Une phase 2 va, à présent, être lancée pour voir les besoins qui peuvent rester, sur l'aménagement des quais, le nombre de pontons... Un point particulier se situe, en particulier, du côté de Malvieille, où on doit mettre pied à terre et prendre

D'AUTRES INFOS

19 900. C'est le nombre de locations enregistrées cette année par les clubs : 9 700 à Cognac (place du Solençon : 6 000 et base Plein Air (3 700), 5 300 à Jarnac et 4 800 à Châteauneuf.

STADE D'EAUX VIVES. L'Agglo n'a toujours pas digéré que le Département ait choisi le site de Mansle pour réaliser le futur stade d'eaux vives de Charente. « La Communauté de communes Cœur de Charente travaille sur le projet, mais le dossier est complexe. Le site est plus difficile que le nôtre », lâche dans un demi-sourire Jérôme Sourisseau. « La dernière carte n'a pas encore été abattue », souffle Gérard Faurie, le vice-président en charge des sports

son canoë sous les bras pendant quelques mètres. « Il faut voir ce qui est prioritaire. Là, on est sur une question d'aménagement du fleuve, du ressort du Département qui est en train d'installer des passes. Il doit y en avoir une à Malvieille dans deux ans, alors est-il besoin d'engager des travaux onéreux pour quelque chose de provisoire ? » questionne Pierre Berton.

(1) Sur cette somme, l'Agglo a obtenu une aide de 40 000 € de l'Europe, au titre du programme Leader.

Le Texte libre invite un auteur de BD

CULTURE Le Genevois Tom Tirabosco sera présent à la librairie, jeudi à 18 h 30

« Depuis deux ans, nous avons créé une relation avec le CNBDI (Centre national de la bande dessinée et de l'image) d'Angoulême et tout particulièrement Sébastien Bollu. Cela nous permet de recevoir des pointures que nous n'aurions pas pu faire venir à Cognac autrement », explique Hélène Carré, membre du conseil d'administration du Texte libre. « Ça renvoie à l'idée, plutôt chouette, que nous ne sommes pas que des commerçants, mais aussi des passeurs pour faire découvrir des auteurs et leur univers », ajoute-t-elle.

Cette fois, c'est donc l'auteur installé à Genève Tom Tirabosco que le public est invité à rencontrer (1). Notamment autour de sa dernière BD « Femme sauvage » (Futuropolis). « C'est l'histoire d'une jeune femme qui veut quitter un univers ravagé par le capitalisme pour retrouver des paysans rebelles dans un pays imaginaire. Sur le chemin, elle rencontre cette femme sauvage qui va la prendre sous son aile. C'est l'idée de dire qu'une autre vie est possible, plus simple ». Cette autre voie, cette nécessité de résister, elle est



Hélène Carré et la dernière BD de Tom Tirabosco. PHOTO D.F.

présente dans d'autres BD (réalisées en collaboration avec Pierre Wazem) : « Week-end avec préméditation », « La Fin du monde » ou « Sous sols ». Auteur visiblement engagé, Tom Tirabosco, qui écrit également des livres pour enfants, décrit ainsi des univers assez sombres, appuyés par un dessin en noir et blanc et, en même temps, il fait preuve d'une grande tendresse pour ses personnages qui résistent. Il montre que les choses peuvent être différentes si on modifie un tant soit peu sa façon d'être », reprend Hélène Carré. D.F.

(1) Inscription au 05 45 32 20 52.

BOUTIERS-SAINT-TROJAN

Un concert unique

Une nouvelle fois, le groupe choral des Noctambules, dirigé par David Parola, va s'associer aux Cordes d'argent pour un concert unique le vendredi 1^{er} novembre à 17 heures, dans l'église Saint-Léger de Cognac. Les Cordes d'argent, orchestre de Saint-Petersbourg composé de jeunes lauréats du conservatoire russe, exécutent sous la baguette d'Alexandre Afanasyev, un répertoire classique de qualité, avec des instruments singuliers et de la maestria. 15€, 12€ sur réservation 06 66 37 06 59 avec règlement ; gratuit moins de 12 ans.



Les Cordes d'Argent et les Noctambules lors d'un concert à Jarnac. ARCHIVES PIERRE BARRETTAU

Concours « Clic ! Clac ! sur mon village »

GENSAC-LA-PALLUE La bibliothèque organise un concours photographique gratuit du 15 octobre au 16 février 2020, sur le thème « Clic ! Clac ! Sur mon village » (qu'est-ce qui représente le mieux Gensac-la-Pallue ? La faune, la flore, les personnages, l'architecture,...). Il est ouvert aux photographes amateurs domiciliés à Gensac-la-Pallue, à l'exclusion des membres du jury. Deux catégories : 11 à 17 ans, et 18 à 99 ans.

Les photos doivent être prises dans la commune ; une seule participation par personne ; deux photos maximum titrées (une seule sera retenue, format A4, avec nom/prénom/date de naissance/jpeg). Elles sont à envoyer par e-mail à : riolonan-nie@orange.fr. Renseignements au 06 42 95 10 50. Suite à ce concours, une exposition sera programmée du 8 au 14 mars 2020, de 10 heures à 12 heures, et de 14 heures à 18 h 30 (fermeture le dimanche 8 mars), à la bibliothèque et salle des Aînés, rue des Commerces à Gensac-la-Pallue. Les trois meilleures photos de chaque catégorie seront récompensées et les lauréats se verront offrir des lots samedi 14 mars au matin.

À Cherves-Richemont, le vent s'est invité dans les contes

« Des bouts d'choux et des contes », c'est une belle série d'histoires qui se développe depuis belle lurette. Elle vient de reprendre son rythme, avec cependant un changement de taille : ce n'est plus le samedi une fois par mois, mais un mercredi après-midi, de 16 h 30 à 17 heures que Nolwenn Pingaud, animatrice de la médiathèque, consacre une partie de son temps à préparer ce rendez-vous offert aux enfants jusqu'à 5 ans ; elle en fait profiter également les petits, accueillis chez les assistantes maternelles, le vendredi de la même semaine (9 h 45 ou 10 h 30, sur inscription).

« **Soufflez, Monsieur le vent** »
Le thème de l'année est la météo :
« Quel temps fera-t-il pour nos p'tites histoires ? ».

Mercredi dernier, le vent était l'invité du premier rendez-vous de l'année. Le vent qui fait tourner les moulins, danser les feuilles et les cerfs-volants, le vent qui est la parole de la terre et de la nature ; le « vent malin » qui enlève les chapeaux et soulève les jupes, mais surtout « celui qui naît des rires des



Nolwenn a joué avec le vent dans ses contes pour les petits.

PHOTO PIERRE BARRETEAU

enfants ». Ils étaient 8 enfants pour cette rencontre avec les contes du vent, un nombre satisfaisant pour les responsables de la médiathèque du fait du nouvel horaire. La prochaine séance aura lieu mer-

credi 6 novembre, avec « la pluie ».

Renseignements, à la médiathèque, 05 45 83 70 40 ; mediatheque@cherves-richemont.fr ; site : mediatheque.cherves-richemont.fr

Un nouveau départ pour France Alzheimer Charente

HÔPITAL Le président de France Alzheimer, Joël Jaouen, était présent mercredi dernier pour soutenir la nouvelle équipe locale

L'hôpital de Barbezieux a proposé mercredi dernier une réunion d'information à l'occasion de la journée mondiale contre la maladie d'Alzheimer. Une date choisie par le président de l'Union nationale France Alzheimer pour relancer l'antenne charentaise qui « connaît des dysfonctionnements graves depuis au moins cinq ans », a confié Joël Jaouen. Le président et une poignée de bénévoles ont épluché les statuts pour écarter la présidente départementale « et construire de nouvelles fondations ». « Car France Alzheimer Charente fait partie d'un maillage important qui se doit d'être crédible par rapport à ses partenaires et ses interlocuteurs. »
Administratrice à France Alzheimer

Charente, Jocelyne Tarot a accepté de prendre la présidence de l'association par intérim jusqu'à l'assemblée générale extraordinaire à la fin du mois (1). « Je veux que l'association fonctionne comme c'est le cas chez nos voisins de Dordogne qui propose de nombreuses actions et formations notamment pour les aidants. En Charente, nous n'avons pas eu une seule activité en cinq ans », explique cette habitante de Lachaise dont le mari a été frappé par la maladie à l'âge de 54 ans. « J'ai beaucoup reçu de France Alzheimer et je voulais donner de mon temps à mon tour. » Quatre autres personnes se sont portées candidates pour entrer dans le conseil d'administration ou s'investir comme bénévoles. Je veux

espérer que c'est la fin de quelque chose et le début d'une autre », ajoute Joël Jaouen qui a insisté sur les missions sociales de l'association : groupes de parole, haltes relais, aides au répit, etc. « Il est aussi important de donner de l'activité aux malades, c'est ainsi que nous avons développé les cafés-mémoire organisés dans de vrais cafés pour maintenir un lien social qui se distend avec la maladie. » Ces cafés-mémoire qui offrent également de l'information, font partie des projets de la nouvelle équipe. Sachant que ce dispositif qui existe depuis 2006, a essaimé dans 122 villes.

(1) Jeudi 31 octobre, à 14 h 30, au local de France Alzheimer en Charente à MaCampagne.



Le président national de France Alzheimer est intervenu lors de la journée mondiale contre la maladie d'Alzheimer organisée par l'hôpital de Barbezieux. PHOTO DELPHINE LAMY